



## Communiqué de presse

39/2023

Montreuil, le 18 avril 2023

### Le président de la république veut « désengorger les urgences ». Il fallait oser !

Dans son allocution du lundi 17 avril, Le Président de la République a affirmé sans frémir que « *d'ici la fin de l'année, nous devons avoir désengorgé tous nos services d'urgences* ».

La Fédération a les plus grandes inquiétudes sur ce que le président entend par « désengorger ». Dans la situation actuelle de crise du système de santé, cela sonnerait plutôt comme « se débarrasser » des patient·e·s !

A un moment où des dizaines de services hospitaliers, de maternités, de services d'urgences ferment du fait des décisions de ce même président, à un moment où des centaines de milliers de malades n'ont plus de médecins pour les soigner, à un moment où des patient·e·s décèdent sur des brancards faute de soins... il fallait vraiment oser prononcer cette injonction mortifère !

**Nous rappelons que le vote du budget de l'Objectif National des Dépenses d'Assurances Maladie 2023 met sciemment en déficit les hôpitaux publics.** Nous rappelons les nombreux départs de professionnel·le·s dégoûté·e·s par les conditions de travail indignes faisant perdre tout sens à leur métier. Nous rappelons les 21 000 lits fermés sous la mandature du président Macron, dont 5 700 pendant le Covid.

Nous rappelons les milliers de personnels de santé suspendus *manu militari* de l'hôpital en 2021, à un moment où on avait le plus besoin d'eux. Ils ne sont toujours pas réintégrés ! Bien sûr, leur réintégration ne suffira pas à sauver l'hôpital.

Nous rappelons les conséquences dramatiques de l'interdiction de libre accès aux urgences mise en place depuis l'été dernier dans de nombreux départements ; comme pour ce jeune homme de 17 ans décédé récemment à Toulouse avant d'avoir pu accéder aux urgences.

La liste n'est pas exhaustive : Nous ne sommes pas dupes !

Décidemment, le président Macron n'a pas compris la colère profonde qui traverse le pays, ou alors il cherche volontairement à tendre encore plus la situation.

**La fédération Santé Action Sociale s'inscrit en totale opposition avec les propos du président. Ce ne sont pas les patient·e·s qui « engorgent » les urgences, c'est le gouvernement qui « étouffe » les urgences et qui détruit l'hôpital.**

A l'inverse, la fédération Santé Action Sociale revendique l'ouverture de tous les services d'urgences 24h / 24, la fin du tri des patient·e·s par pré-régulation obligatoire et un libre accès à l'hôpital pour la population.